

M. ROSS (St. Paul's): J'aimerais qu'on donnât lecture de ces tableaux.

M. L'ORATEUR: J'ai cru comprendre que la Chambre consentirait à l'unanimité à accorder la permission à l'honorable représentant de les consigner au compte rendu. Personne ne s'y est opposé et la permission a été accordée.

M. DOUGLAS (Weyburn): Au cours d'un débat antérieur, le ministre des Pensions et de la Santé nationale (M. Mackenzie) s'est gaussé de notre groupe en disant que nous tentions, sous le manteau de l'effort de guerre, d'introduire le socialisme au pays. Je ne débattrai pas la question maintenant. Je dirai cependant que le contraire est vrai. Notre groupe est convaincu que la victoire est impossible à moins que le pays ne consente à adopter quelques-uns des principes socialistes. Le plus grand obstacle à la victoire a été le régime de la concurrence dans les entreprises privées. C'est ce régime qui, pendant des années avant le début des hostilités, a été responsable de l'état de choses suivant: presque un million de gens émargeant à l'assistance-chômage, des milliers d'hommes sans occupation, des cultivateurs dont les greniers sont remplis, mais qui ne peuvent pas se procurer les nécessités de la vie. Ce même régime, dont les effets étaient si antisociaux avant la guerre, nous a empêchés de fournir un effort de guerre total depuis le début du conflit.

Nous ne pouvons pas lutter efficacement si les bénéfiques et le régime de concurrence doivent continuer à être les facteurs dominants dans notre économie nationale.

M. ROSS (St. Paul's): L'honorable représentant me permet-il une question?

M. DOUGLAS (Weyburn): Non; je préfère poursuivre mes remarques. Je ne dispose pas de beaucoup de temps. Au début d'avril 1940, le ministre des Munitions et approvisionnements (M. Howe) a imputé notre impuissance à produire des tanks à l'impossibilité d'obtenir des devis descriptifs. Pourquoi? Une des raisons pour lesquelles nous manquons aujourd'hui de pétrole, c'est que, dans le passé, il n'était pas dans l'intérêt des puissances d'argent qui exercent leur empire sur l'industrie pétrolière de développer les ressources potentielles du pays dans ce domaine.

Le comité Truman aux Etats-Unis a découvert que la Standard Oil Company possédait la formule pour la production du caoutchouc synthétique au Canada et aux Etats-Unis, mais qu'elle la vendit à la société Farben de Berlin, de sorte qu'il a été possible aux armées motorisées d'Hitler de rouler à travers l'Europe sur du caoutchouc synthétique tandis que nous n'avions pas encore commencé, en ce pays, la production de cette denrée.

Nous soutenons non seulement que la conscription de la richesse dans l'industrie s'impose pour des motifs de justice et d'équité, mais nous soutenons également que sans la conscription de la richesse dans l'industrie le Canada sera incapable de fournir une contribution maximum à la victoire.

On persiste à attacher de l'importance aux choses sans discernement. Cette guerre se poursuit en fonction de la capacité de production des nations qui y sont engagées. Conscririons-nous chaque homme, femme et enfant au Canada et leur ferions-nous endosser l'uniforme que nous pourrions encore perdre la guerre. A moins de pouvoir produire les marchandises, les chars d'assaut et les avions qui nous permettent de poursuivre la lutte, et de la poursuivre efficacement, la conscription des ressources humaines par elle-même, soutenons-nous, n'est pas nécessairement une garantie de victoire.

En juin 1940, j'ai dit que la loi sur la mobilisation des ressources nationales était le bill de la conscription du pauvre. Ces paroles m'ont valu les reproches du premier ministre. Elles exprimaient alors mes craintes, mais, aujourd'hui, je les répète sur la foi de l'expérience acquise, de l'expérience que je partage avec toute la population canadienne après avoir suivi l'application de cette mesure depuis deux ans. En troisième lieu, notre groupe ne s'oppose pas au principe de la contrainte, mais bien au principe de la contrainte inégalement appliquée. En temps de guerre, l'Etat est en droit d'attendre de tous ses citoyens, sans distinction, le maximum de contribution à l'effort national. Nous le reconnaissons, mais nous nous opposons à l'application de la contrainte aux seules ressources humaines de la nation. C'est ainsi qu'on l'a appliquée. Un vieux proverbe qui mérite d'être rappelé veut que la vie passe avant la nourriture et le corps avant le vêtement. En temps de guerre, à la lecture de longues listes de victimes, on semble parfois oublier le prix d'une vie humaine. Nous parlons de centaines de mille hommes et nous ne semblons pas nous rendre compte que ce Parlement ou tout autre parlement qui entreprend de mobiliser des vies humaines s'empare du bien le plus précieux de l'humanité. Lorsque j'ai posé une question au ministre de la Défense nationale (M. Ralston) relativement à un vaste édifice vacant de la ville que j'habite, dont on aurait pu s'emparer pour en faire une caserne, il a répondu: confiscation! Pourtant il serait possible de remettre cet édifice à ses propriétaires, mais lorsqu'on prend une vie humaine il n'est plus possible de la rendre. Devant l'acte qu'elle se prépare à poser, la responsabilité de la Chambre est grave, puisqu'il s'agit d'autoriser le Gouvernement à conscrire la vie d'êtres humains.